

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/145

7 mai 2003

(03-2432)

Organe de règlement des différends
18 mars 2003

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard le 18 mars 2003

<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
<u>1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD</u>	2
a) <u>États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis</u>	2
b) <u>États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis</u>	2
c) <u>États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis</u>	2
d) <u>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis</u>	2
<u>2. États-Unis – Subventions concernant le coton upland</u>	5
a) <u>Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil</u>	5
<u>3. Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</u>	9
a) <u>Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis</u>	9
<u>4. Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux</u>	10
a) <u>Recours du Brésil à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC</u>	10
<u>5. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignation proposée (WT/DSB/W/223)</u>	13
<u>6. États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée</u>	14
a) <u>Déclaration des États-Unis</u>	14

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis
- b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis
- c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis
- d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis

1. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, "[à] moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera[it] inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura[it] été fixée et restera[it] inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Il a proposé d'examiner séparément les quatre questions susmentionnées.

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.13)

2. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS160/18/Add.13, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.

3. La représentante des États-Unis a annoncé que, le 6 mars 2003, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Comme indiqué dans ce rapport, les États-Unis et les CE recherchaient un règlement positif et mutuellement acceptable du différend. L'Administration américaine continuerait d'œuvrer sur ce point avec le Congrès pour trouver un arrangement mutuellement acceptable qui soit compatible avec les règles de l'OMC.

4. Le représentant des Communautés européennes a dit que, comme il l'avait déjà déclaré aux réunions précédentes, la déception des CE de voir que les États-Unis ne respectaient pas les décisions de l'ORD allait en augmentant à mesure que s'allongeait la liste des décisions qu'ils n'avaient pas mises en œuvre. Cette situation était très grave, car les retards de plus en plus alarmants pris par les États-Unis dans la mise en œuvre des décisions de l'ORD avaient des effets négatifs non seulement sur les intérêts économiques des branches de production et des Membres affectés, mais aussi sur le système de règlement des différends de l'OMC. Les CE attachaient une grande valeur au respect des règles qui avaient été convenues dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. La surveillance de la mise en œuvre des décisions de l'ORD constituait une partie importante du système que les Membres de l'OMC avaient mis en place pour résoudre leurs différends. Les CE espéraient que les États-Unis partageaient le même attachement à la résolution des différends et qu'ils se montreraient déterminés à mettre en œuvre rapidement les décisions de l'ORD. À cet égard, les CE ont une fois encore exhorté les États-Unis à prendre rapidement des mesures concrètes pour régler ce différend et se conformer aux recommandations de l'ORD. L'intervenant notait qu'il s'était écoulé trop de temps depuis l'adoption du rapport du Groupe spécial et la fin du délai raisonnable de mise en œuvre de la décision, et que, pendant ce temps, les rapports de situation des États-Unis continuaient de ne donner que de vagues assurances sur la coopération de l'Administration américaine avec le Congrès. Les CE s'attendaient à des progrès plus substantiels sur la voie d'une mise en conformité de la Loi sur le droit d'auteur avec l'Accord sur les ADPIC.

5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis WT/DS136/14/Add.13-WT/DS162/17/Add.13)

6. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS136/14/Add.13-WT/DS162/17/Add.13 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à la Loi antidumping de 1916.

7. La représentante des États-Unis a fait savoir que, le 6 mars 2003, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend. Un projet de loi portant abrogation de la Loi de 1916 avait été soumis à la Chambre des représentants le 4 mars 2003 (H.R. 1073). L'Administration américaine continuerait de travailler avec le Congrès américain pour progresser encore sur la voie du règlement de ce différend avec les CE et le Japon.

8. Le représentant des Communautés européennes a dit que la présentation d'un projet de loi d'abrogation au Congrès était une très bonne nouvelle. Malheureusement, les CE trouvaient très décevant de constater que, telle qu'elle était rédigée, la loi d'abrogation ne mettrait pas un terme aux affaires en instance devant les tribunaux. La position des CE à cet égard était bien connue. Elles avaient affirmé à plusieurs reprises que, pour que la mise en œuvre soit correcte, il ne suffisait pas d'abroger la Loi antidumping de 1916, il fallait aussi abandonner les poursuites devant les tribunaux. Trois affaires contre des sociétés des CE étaient en instance, dont deux avaient été introduites après l'expiration du délai initial de mise en œuvre. En juillet 2001, les CE avaient décidé d'accorder aux États-Unis un délai supplémentaire de mise en œuvre à la condition expresse que la loi d'abrogation entraînerait l'abandon des instances. Les sociétés des CE supportaient des frais de procédure importants pour leur défense contre des plaintes fondées sur une loi qui avait été condamnée sans ambiguïté et qui aurait dû être abrogée longtemps auparavant. L'abrogation dont les effets seraient limités aux affaires futures ne ferait que prolonger le différend.

9. La représentante du Japon estimait extrêmement regrettable que son pays non seulement soit contraint de réitérer les mêmes déclarations sur le défaut de mise en œuvre par les États-Unis, mais qu'il doive en plus déplorer que le projet de loi portant abrogation de la Loi de 1916 soumis à la Chambre des représentants le 4 mars 2003 soit sans effet sur les affaires en instance. Le Japon avait déjà fait part de ses vives préoccupations à Washington (D.C.) et à Genève, et espérait que l'on ne resterait pas insensible à ses efforts. Le non-respect par les États-Unis depuis plus de deux ans après l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel faisait sérieusement douter de leur attachement au système de règlement des différends et à l'OMC. Les sociétés japonaises défenderesses supportaient un préjudice certain du fait de cette loi incompatible avec les règles de l'OMC, qui devait être abrogée dès que possible à la première session du 108^{ème} Congrès en cours. De plus, comme le Japon l'avait clairement affirmé en maintes occasions, toutes les instances devaient être abandonnées. Le Japon ne voyait pas quelles difficultés il pouvait y avoir à présenter un projet de loi d'abrogation avec effet rétroactif réel en vue de faire cesser les instances, puisque des projets de loi de ce type avaient été soumis au 107^{ème} Congrès. Le Japon attendait de l'Administration américaine qu'elle fasse tout ce qu'elle pouvait pour que les décisions soient mises en œuvre le plus tôt possible, et il lui rappelait qu'il était en droit de suspendre des concessions ou autres obligations.

10. L'ORD a pris acte des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

- c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.6)

11. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS176/11/Add.6 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998 portant ouverture de crédits.

12. La représentante des États-Unis a annoncé que son pays avait présenté, le 6 mars 2003, un rapport de situation concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'Administration américaine œuvrerait avec le Congrès en vue de résoudre ce différend.

13. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE tenaient à souligner que le délai supplémentaire de mise en œuvre était déjà presque à moitié écoulé. Les CE réaffirmaient leur espoir que l'Administration américaine et le Congrès américain profiteraient activement du délai supplémentaire et feraient en sorte que la mise en œuvre soit entièrement achevée à la nouvelle échéance. L'intervenant a aussi rappelé quelle était la position des CE sur les marques abandonnées. Le Groupe spécial s'était fondé sur les affirmations des représentants des États-Unis selon lesquelles l'article 211 ne s'appliquerait pas à une nouvelle marque après l'abandon d'une première marque à laquelle cet article pouvait s'être appliqué. Cette interprétation n'était pas acceptée par les tribunaux fédéraux des États-Unis, qui appliquaient l'article 211 aux marques succédant à une marque abandonnée. Les CE ne pouvaient donc accepter la position de l'Administration américaine selon laquelle il n'était pas nécessaire de préciser que l'article 211 ne s'appliquait pas aux cas où la marque avait été abandonnée par le titulaire initial.

14. La représentante de Cuba a dit que sa délégation souhaitait rappeler que le non-respect par les États-Unis de leurs obligations à l'égard de l'OMC concernant l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits portait préjudice à la crédibilité du système de règlement des différends. En outre, comme l'avait déclaré sa délégation dans de précédentes occasions, l'article 211 était une mesure unilatérale à l'encontre de Cuba qui créait des obstacles à la mise en œuvre et au développement à Cuba d'investissements étrangers liés à la commercialisation internationale de produits cubains. Cuba s'associait à la déclaration des CE concernant la question de la non-application de l'article 211 aux marques abandonnées et demandait, en conséquence, l'abrogation de la Loi susmentionnée, seule solution propre à résoudre ce différend.

15. La représentante des États-Unis a dit que son pays ne connaissait pas d'autres décisions des tribunaux concernant l'article 211 que celles que les CE avaient elles-mêmes mentionnées dans leurs communications écrites au Groupe spécial. Si les CE avaient connaissance de décisions ultérieures, les États-Unis aimeraient savoir lesquelles. En tout état de cause, les États-Unis réitéraient que les recommandations et les décisions de l'ORD dans cette affaire ne concernaient pas le problème de l'abandon.

16. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

- d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.6)

17. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS184/15/Add.6, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative aux mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

18. La représentante des États-Unis a dit que, le 6 mars 2003, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un rapport de situation concernant ce différend. Pour ce qui était des recommandations et décisions de l'ORD qui n'étaient pas visées par la détermination du droit antidumping du 22 novembre 2002 établie par le Département américain du commerce, l'Administration américaine poursuivrait ses consultations et sa collaboration avec le Congrès en vue de résoudre le différend avec le Japon d'une manière mutuellement satisfaisante.

19. La représentante du Japon a indiqué que le délai raisonnable initial applicable dans cette procédure avait été prolongé, à la demande des États-Unis, jusqu'au 31 décembre 2003 ou jusqu'à la fin de la première session du 108^{ème} Congrès américain si celle-ci intervenait avant. Le Japon ne s'était pas opposé à cette prolongation du fait que les États-Unis s'étaient engagés à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Toutefois, les États-Unis devaient s'acquitter de leurs obligations dès que possible, y compris soumettre et faire adopter la législation nécessaire à la session du Congrès en cours. Ils devaient poursuivre leur étroite concertation avec le Japon concernant l'état et le contenu de la mise en œuvre. Le Japon espérait ne pas avoir à recommencer sans fin les mêmes déclarations pendant des mois encore.

20. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. États-Unis – Subventions concernant le coton upland

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS267/7)

21. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 19 février 2003 et était convenu d'y revenir. Il a appelé l'attention des participants sur la communication du Brésil figurant dans le document WT/DS267/7.

22. Le représentant du Brésil a dit que c'était la deuxième fois que son pays demandait l'établissement d'un groupe spécial concernant les subventions versées par les États-Unis pour le coton upland. Comme l'avait déclaré sa délégation à la réunion de l'ORD du 19 février, la Loi de 2002 sur l'agriculture et d'autres actes de la législation américaine garantissaient et imposaient le paiement de toute une série de subventions à la production intérieure, à l'utilisation et à l'exportation de coton upland américain. Le montant des subventions payées pour la seule campagne de commercialisation se terminant le 31 juillet 2002 atteignait au total près de 4 milliards de dollars EU. Comme la situation n'avait pas évolué depuis la première demande présentée le 19 février 2003, le Brésil souhaitait renouveler sa demande d'établissement d'un groupe spécial à la réunion en cours. Les subventions en question violaient l'Accord sur l'agriculture, l'Accord SMC et le GATT de 1994. Conformément aux articles 4.2 et 7.2 de l'Accord SMC, le Brésil avait présenté un exposé des éléments de preuve disponibles concernant l'existence et les effets préjudiciables de telles subventions. Le Brésil faisait observer qu'à la réunion du 19 février 2003, les États-Unis avaient soutenu devant l'ORD que le Brésil et les États-Unis n'avaient pas eu de consultations sur les programmes de garanties de crédit à l'exportation, entre autres choses, portant sur des produits agricoles autres que le coton upland. Le Brésil souhaitait attirer l'attention des États-Unis sur la note de bas de page n° 1 figurant dans sa demande de consultations et sur les questions 9.1 à 9.5 de la Première série de questions et de la Demande de présentation de documents. Ces documents indiquaient clairement que le Brésil avait eu des consultations avec les États-Unis et leur avait demandé des renseignements précis concernant tous les produits agricoles américains garantis par les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP. En outre il rappelait que la délégation brésilienne avait spécifiquement appelé l'attention des États-Unis, le 3 décembre 2002, sur les aspects des demandes de consultations du Brésil autres que le coton upland lorsque les États-Unis avaient cherché à affirmer, à tort, que la demande de consultations du Brésil portait sur le coton upland. Enfin, le Brésil signalait

une fois de plus qu'il avait, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, invoqué les procédures de l'Annexe V de l'Accord SMC. De ce fait, l'ORD était tenu, conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V, de désigner un représentant pour faciliter la diffusion des renseignements. Le Brésil s'attendait à ce que, conformément au paragraphe 1 de l'Annexe V, les États-Unis coopèrent avec lui et avec le représentant désigné par l'ORD pour recueillir des renseignements factuels concernant les allégations du Brésil au cours des semaines qui suivaient.

23. La représentante des États-Unis a fait savoir que son pays trouvait décevant que le Brésil ait décidé de demander, pour la deuxième fois, l'établissement d'un groupe spécial sur cette question. Les États-Unis reconnaissaient qu'un groupe spécial serait créé à la réunion en cours, mais pour les raisons exposées à la réunion de l'ORD du 19 février, ils continuaient à penser que cette demande de groupe spécial ne servirait les intérêts ni du Brésil, ni des États-Unis. Leur intérêt à tous deux étaient dans la conclusion réussie des négociations du Cycle du développement de Doha sur l'agriculture. Les États-Unis suggéraient que l'énergie des deux pays serait mieux employée à faire en sorte que les négociations de l'OMC sur l'agriculture réussissent. Il apparaissait cependant que le Brésil tentait d'obtenir par des voies contentieuses une réduction du soutien américain en faveur du coton qui ne figurait pas dans les engagements pris par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis pensaient que leurs programmes de soutien en faveur du coton entraient dans les limites autorisées par l'OMC et étaient conformes aux obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC. Ils étaient donc prêts à les défendre avec vigueur. Engager une procédure de règlement des différends sur ce sujet n'apporterait pas au Brésil les résultats qu'il en attendait.

24. Même après avoir entendu une nouvelle fois la déclaration du Brésil à cette réunion, les États-Unis pensaient que le Brésil avait mentionné, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, une mesure qui ne faisait pas l'objet de consultations. Le Brésil tentait d'élargir les mesures contestées à des mesures qui, à ce qu'il prétendait, procuraient une aide à l'exportation pour "d'autres produits agricoles admissibles", en plus de celles prétendues fournir une aide à l'exportation de "coton upland". La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil n'avait aucun fondement pour ces mesures récemment mentionnées concernant "d'autres produits agricoles admissibles", au sujet desquelles le Brésil n'avait pas demandé de consultations.

25. Les États-Unis ont fait observer que le Brésil n'avait pas indiqué les marchés des pays tiers concernés par les procédures prévues à l'Annexe V. Cela empêchait tout "pays tiers Membre concerné" de s'acquitter de l'obligation prévue au paragraphe 1 de l'Annexe V, à savoir d'informer l'ORD "dès que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 7 [auraient] été invoquées", des autorités compétentes et des procédures à suivre pour les demandes de renseignements prévues à l'Annexe V. Les États-Unis étaient bien entendu disposés à poursuivre les consultations informelles avec le Brésil à ce sujet afin que la question soit soumise à l'ORD et qu'une décision soit prise à une réunion future.

26. Le représentant de l'Argentine a rappelé, comme sa délégation l'avait déclaré à la réunion de l'ORD du 19 février, que son pays s'inquiétait des effets préjudiciables pour le marché mondial, et en particulier pour les pays en développement, du niveau du soutien interne accordé par les États-Unis sous forme d'aides à la production de coton, de subventions à l'exportation et de garanties de crédit à l'exportation de coton et d'autres produits. Pour ces considérations, l'Argentine souhaitait réserver ses droits de participer à la procédure en tant que tierce partie. Elle estimait qu'il était important pour les tierces parties d'avoir accès en temps voulu aux renseignements recueillis par le représentant qui serait désigné par l'ORD en vertu de l'Annexe V de l'Accord SMC. Ces renseignements étaient un outil indispensable pour constituer une argumentation juridique dans un différend portant sur des subventions. Puisque l'Annexe V ne disait rien de la nature des renseignements recueillis et ne limitait pas l'accès aux renseignements aux seules parties au différend, l'Argentine estimait que l'on ne pouvait considérer qu'il y avait là une restriction à l'égard d'une tierce partie qui avait déjà participé aux consultations en raison de son intérêt dans le différend. Elle pensait que la non-réception des renseignements mentionnés plus haut, recueillis en vertu d'une procédure multilatérale, par une

personne qui représentait l'ORD, reviendrait à restreindre les droits des tierces parties et à limiter leur faculté de participer à la procédure parce qu'elles ne disposaient pas des données essentielles sur les mesures qui faisaient l'objet du différend.

27. Le représentant de l'Inde a dit que son pays avait fait part, à la réunion de l'ORD du 19 février, de son souhait de devenir tierce partie dans ce différend. L'Inde avait des intérêts commerciaux et systémiques importants à défendre dans ce différend. Comme l'Argentine, elle souhaitait faire part de son souhait d'être associée aux procédures de l'Annexe V et de recevoir les renseignements recueillis par un représentant qui serait désigné par l'ORD.

28. Le représentant du Pakistan a informé les participants que son pays avait aussi un intérêt commercial substantiel dans ce différend et souhaitait réserver ses droits en tant que tierce partie de participer aux travaux du Groupe spécial et d'être associé à la procédure de l'Annexe V.

29. Le représentant des Communautés européennes a dit que la position des CE sur ce sujet était identique à celle du Pakistan.

30. Le représentant du Brésil a dit qu'à propos de certaines des affirmations des États-Unis, il était dit au paragraphe 4 de l'Annexe V que "[L]ORD désignera[it] un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements", et cette désignation devait avoir lieu à la réunion en cours de sorte que la collecte des renseignements puisse être terminée dans le délai prévu de 60 jours. Tout retard dans la désignation d'un médiateur fausserait la procédure. Le Brésil relevait que deux noms avaient été proposés le 5 mars 2003 et qu'une télécopie avait été adressée aux délégations le 10 mars 2003 pour les informer que, conformément à la demande du Brésil d'engager les procédures prévues à l'Annexe V, le Président de l'ORD procédait à des consultations avec les parties en vue de désigner un représentant chargé de la collecte des renseignements. Le Brésil s'inquiétait de constater que les États-Unis n'étaient pas en mesure d'accepter les noms proposés et qu'ils n'avaient pas fait connaître à l'avance leurs objections, ce qui aurait permis que d'autres noms soient proposés. Le Brésil estimait que l'identification des marchés de pays tiers ne devait pas empêcher la désignation d'un médiateur. Il était clair que l'identification pouvait même se faire pendant le processus, et il ne fallait pas subordonner une chose à l'autre. Le Brésil rappelait que le paragraphe 1 de l'Annexe V disposait que tous les Membres coopéreraient à la collecte d'éléments de preuve qu'un groupe spécial examinerait dans le cadre des procédures énoncées au paragraphe 4 de l'article 7 de l'Accord SMC.

31. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation avait la même position que l'Argentine, l'Inde et le Pakistan et souhaitait réserver ses droits de participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial.

32. La représentante des États-Unis a rappelé que la désignation par l'ORD d'un représentant conformément à l'Annexe V nécessitait une décision de l'ORD. Or ils constataient que ni l'aérogamme, ni l'ordre du jour de la réunion ne mentionnaient la prise d'une telle décision. Ils convenaient que le Président avait envoyé une télécopie à toutes les délégations pour les informer de ses consultations avec le Brésil et les États-Unis sur ce sujet. Cependant, puisque ce point nécessitait une décision de l'ORD, de l'avis des États-Unis, il devait être inscrit à l'ordre du jour de l'ORD de la manière habituelle, pour figurer dans l'aérogamme qui était distribué dix jours avant la réunion. En outre, cette question n'était pas mûre pour une décision de l'ORD. Les États-Unis notaient en particulier que le Brésil n'avait pas identifié les marchés des pays tiers concernés par la procédure de l'Annexe V. Cela empêchait les États-Unis de juger quel serait le représentant du Membre qui conviendrait pour assurer la fonction de représentant de l'ORD. De plus, à l'heure qu'il était, les États-Unis n'étaient pas prêts à donner leur accord pour que des tierces parties participent à la procédure de l'Annexe V. L'annexe V ne prévoyait pas la participation de tierces parties au processus, ni leur accès aux renseignements. Les États-Unis notaient aussi que dans l'affaire "Indonésie – automobiles", il ne semblait pas que les renseignements récoltés aient été communiqués aux tierces

parties. Ils pensaient que cette façon de faire était la bonne. Comme ils l'avaient déclaré précédemment, ils restaient prêts à poursuivre les consultations informelles avec le Brésil à ce sujet en vue d'en saisir l'ORD pour qu'il prenne une décision lors d'une réunion ultérieure.

33. La représentante du Taipei chinois a fait savoir que sa délégation souhaitait s'associer aux déclarations de l'Inde, du Pakistan et des autres délégués qui avaient dit vouloir réserver leurs droits de tierces parties.

34. Le représentant du Brésil a dit qu'à la lumière de ce qu'avaient déclaré les États-Unis, il souhaitait rappeler aux Membres que, comme indiqué au troisième paragraphe de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil avait demandé que l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC. Les mêmes formes étaient utilisées par les États-Unis dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial concernant l'affaire "Indonésie – automobiles" en 1997. Il était donc déconcertant de voir qu'ils revendiquaient une telle interprétation. Il ressortait manifestement de la demande brésilienne d'établissement d'un groupe spécial que toutes les procédures énoncées à l'Annexe V, y compris la désignation d'un représentant par l'ORD, avaient été inscrites à l'ordre du jour dans les délais et les formes prescrits. Il convenait par ailleurs de noter que le seul autre différend dans lequel le processus de l'Annexe V avait été invoqué, l'affaire "Indonésie – automobiles", la question de la désignation du représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements avait été traitée lorsque le point avait été mis à l'ordre du jour de l'ORD pour la deuxième fois. Aucun point spécial n'était prévu et l'ORD avait désigné le représentant à cette réunion de manière à permettre le déroulement du processus de 60 jours. Le paragraphe 4 de l'Annexe V disposait que l'ORD désignerait un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements. Cette désignation devait avoir lieu à la réunion en cours de manière à permettre que le processus de collecte de renseignements soit achevé dans le délai de 60 jours. Tout retard pouvait entraîner des distorsions dans le processus. Le Brésil regrettait que les États-Unis aient émis des objections à la réunion en cours, en dépit de la demande explicite figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Afin de remédier à cette anomalie, le Brésil souhaitait informer les délégations qu'il demanderait la convocation dès que possible d'une réunion extraordinaire de l'ORD pour désigner un représentant de l'ORD. Le Brésil espérait que les États-Unis coopéreraient de manière à ce que les deux parties soient en mesure de convenir d'un nom avant cette réunion.

35. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

36. Les représentants de l'Argentine, du Canada, de la Chine, des Communautés européennes, de l'Inde, du Pakistan, du Taipei chinois et du Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties de participer aux travaux du Groupe spécial.

37. Le Président a rappelé que, comme cela avait été indiqué dans la télécopie qu'il avait envoyée aux Chefs de délégation le 10 mars 2003, le Brésil avait demandé à l'ORD d'engager les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC. Comme on l'avait dit précédemment, selon ces procédures, l'ORD était tenu de désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte des renseignements dont les parties et le groupe spécial avaient besoin. Afin de répondre à la demande du Brésil, il avait consulté les parties au différend à ce sujet. Il était dans ses intentions de proposer que l'ORD désigne ce représentant à la réunion en cours, mais les consultations n'étaient pas encore terminées et il n'était donc pas en mesure de le faire à cette réunion. Il espérait pouvoir faire une proposition à cet égard dès que possible.

38. L'ORD a pris note de la déclaration.

3. Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS276/6)

39. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication des États-Unis figurant dans le document WT/DS276/6.

40. La représentante des États-Unis a dit que, comme l'indiquait leur demande d'ouverture de consultations du 17 décembre 2002, les États-Unis craignaient que les mesures prises par le Canada concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés ne soient incompatibles avec les obligations du Canada au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC). Les inquiétudes des États-Unis concernant les exportations de blé étaient inspirées par les pratiques de vente du gouvernement canadien et de son entreprise commerciale d'État, la Commission canadienne du blé. En vertu de l'article XVII du GATT de 1994, le Canada était dans l'obligation de faire en sorte que son entreprise commerciale d'État opère de manière non discriminatoire et selon des considérations d'ordre commercial, et qu'elle offre aux entreprises des autres Membres de l'OMC des possibilités adéquates de lui livrer concurrence. Les États-Unis craignaient que le Canada ne se soit entièrement démis de cette responsabilité. Il accordait à la Commission du blé de vastes privilèges qui la détachaient des forces du marché déterminant la conduite des entreprises privées. Pourtant, le Canada n'avait adopté aucune mesure destinée à faire en sorte que la Commission du blé vende conformément aux normes définies à l'article XVII. Pour ce qui était des grains importés, les États-Unis s'inquiétaient de la discrimination dans les règles régissant le réseau de manutention des grains et le réseau canadien de transport ferroviaire. En particulier, la législation canadienne restreignait sévèrement l'accès des grains importés aux silos et autres installations canadiennes de manutention des grains. Elle favorisait aussi les grains canadiens par rapport aux grains importés dans les règles de fixation des tarifs des transports ferroviaires canadiens et les règles régissant l'affectation des wagons. Ces mesures paraissaient incompatibles avec les obligations du Canada en matière de traitement national. Le 31 janvier 2003, les États-Unis et le Canada avaient eu des consultations sur ces sujets. Le Canada n'avait manifesté aucune volonté d'envisager de modifier ses mesures régissant le commerce des grains. En fait, la délégation du Canada s'était même refusée à discuter du sens des lois et règlements canadiens pertinents ou à en décrire l'application. En conséquence, les États-Unis demandaient à l'ORD d'établir, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, un groupe spécial doté du mandat type pour examiner ces questions.

41. Le représentant du Canada a dit que son pays avait eu des consultations avec les États-Unis en janvier 2003 afin de discuter de leurs préoccupations concernant les exportations de blé par la Commission canadienne du blé et le traitement accordé par le Canada aux importations de grains. Si c'était la première fois que les deux pays discutaient de ces questions dans le cadre des procédures de l'OMC, ce n'était certainement pas la première fois que de telles discussions avaient lieu. En fait, il ne s'agissait que d'un nouvel épisode dans une longue série de discussions et d'échanges d'informations relatifs aux grains qui s'étaient succédés au cours des 15 dernières années entre les deux pays, au niveau ministériel et au niveau des administrations. Par ailleurs, entre 1990 et 2002, le gouvernement américain avait demandé ou mené neuf études et/ou enquêtes pour examiner, entre autres choses, la compatibilité des mesures canadiennes dans le secteur des grains avec les obligations commerciales du pays. Plusieurs de ces études/enquêtes avaient été menées par la Commission du commerce international des États-Unis et la Cour des comptes des États-Unis. À la fin de toutes les enquêtes, la conclusion était la même, à savoir que les politiques du Canada dans le secteur des grains, et en particulier les activités de la Commission canadienne du blé, étaient compatibles avec les obligations commerciales du Canada. Le Canada était donc déçu de voir que les États-Unis demandaient maintenant l'établissement d'un groupe spécial pour examiner ces questions. Les politiques du Canada dans le secteur des grains et celui des transports étaient pleinement compatibles avec les

règles et obligations de l'OMC. Ainsi, le Canada ne pouvait consentir à l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner ces questions, comme le demandaient les États-Unis.

42. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question.

4. Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux

a) Recours du Brésil à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC (WT/DS222/10)

43. Le Président a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 24 juin 2002, le Brésil avait demandé à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées à l'encontre du Canada, conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le Canada ayant contesté les contre-mesures proposées par le Brésil, l'affaire avait été soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.11 de l'Accord SMC. L'attention des participants était appelée sur le document WT/DS222/ARB qui reproduisait la décision de l'arbitre dans cette affaire ainsi que sur la communication du Brésil figurant dans le document WT/DS222/10.

44. Le représentant du Brésil a fait remarquer que le Groupe spécial chargé d'examiner le différend en cause avait constaté que plusieurs transactions concernant les exportations canadiennes d'aéronefs régionaux étaient incompatibles avec l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Il a rappelé que l'ORD avait adopté le rapport du Groupe spécial sur ce sujet le 19 février 2002 et avait recommandé que le Canada retire les subventions prohibées dans un délai de 90 jours. Ce délai avait expiré le 20 mai 2002. À la réunion de l'ORD du 22 mai, le Canada avait indiqué qu'il n'avait pas retiré les subventions en cause et qu'il ne le ferait pas. Par lettre datée du 23 mai 2002, le Brésil avait demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC, l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées à l'encontre du Canada. Le Canada avait contesté le niveau de la suspension proposée par le Brésil par lettre du 21 juin 2002, et la question avait été soumise à arbitrage. L'arbitre avait communiqué sa décision le 17 février 2003. Il avait décidé que la suspension par le Brésil de l'application des obligations énoncées à l'article VI:6 a) du GATT de 1994 et dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 portant sur des échanges d'un montant total de 247 797 000 dollars EU constituerait des "contre-mesures appropriées" au sens de l'article 4.10 de l'Accord SMC. Le Brésil notait que la décision de l'arbitre à l'encontre du Canada représentait un montant de 3,28 millions de dollars EU par aéronef subventionné. L'arbitre avait ainsi confirmé que le niveau de la subvention canadienne était plus de 2,5 fois supérieur au niveau constaté des subventions précédemment versées par le Brésil dans le cadre de PROEX (1,25 million de dollars EU par appareil). Conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC, le Brésil demandait alors à l'ORD l'autorisation de prendre des mesures contre le Canada en suspendant des concessions ou autres obligations au niveau indiqué dans la décision de l'arbitre. La forme sous laquelle le Brésil comptait mettre en œuvre cette autorisation restait celle qui figurait dans sa demande initiale distribuée le 24 mai 2002. Le Brésil espérait vivement que la conclusion de ce différend amorcerait une nouvelle phase dans les discussions en cours entre le Brésil et le Canada pour résoudre la question générale du subventionnement sur le marché mondial des aéronefs de transport régional. À cette fin, le Brésil réaffirmait son attachement à des négociations bilatérales pour établir l'égalité des chances entre le Brésil et le Canada, c'est-à-dire des conditions qui soient équitables pour les branches de production des deux pays et qui tiennent compte de la réalité des marchés sur lesquels chacun opérait, des différences structurelles entre leurs économies et de la nécessité d'adapter le cadre juridique actuel, en particulier l'Accord sur les subventions, pour tenir compte de ces différences.

45. Le représentant du Canada a indiqué que l'arbitre était d'accord avec le Canada sur le fait qu'il convenait, dans le différend en cause, de fonder le niveau des contre-mesures sur le montant de la subvention en cause plutôt qu'en fonction de ce que le Brésil prétendait être une méthodologie fondée sur le tort subi. Le Canada était cependant très réservé quant à la décision de l'arbitre d'augmenter de 20 pour cent le niveau des contre-mesures, manifestement pour inciter le Canada à "reconsidérer sa position actuelle consistant à maintenir la subvention en cause". L'intervenant a rappelé que, dans la décision des arbitres dans l'affaire "Brésil – aéronefs" rendue au titre de l'article 22:6, le Canada avait été autorisé à prendre des contre-mesures à l'encontre du Brésil en raison du refus du Brésil de retirer ses subventions illicites concernant 1 118 aéronefs. Dans cette affaire, le Brésil n'avait pas seulement refusé de retirer les subventions qu'il avait accordées, il avait même pris l'engagement d'accorder des subventions PROEX illicites pour quelque 300 aéronefs régionaux après la distribution aux Membres du rapport du Groupe spécial "Brésil - aéronefs". Dans l'affaire en cause, le Groupe spécial avait constaté que le Canada s'était engagé à fournir un financement subventionné pour l'achat de 75 aéronefs et qu'il l'avait fait en réponse à une offre similaire, inférieure aux conditions du marché, que le constructeur brésilien avait faite en espérant qu'elle serait cautionnée par le gouvernement brésilien. Le Canada avait reconnu devant l'arbitre et le Brésil qu'il honorerait ses engagements contractuels et qu'il ne retirerait pas l'engagement qu'il avait pris de financer 63 aéronefs qui n'avaient pas été livrés à la date de mise en conformité. En dépit du fait que cet aveu faisait écho à la position du Brésil dans l'affaire "Brésil – aéronefs" et malgré le nombre beaucoup plus petit d'aéronefs en cause, malgré aussi le fait que l'offre de financement du Canada était adaptée à la situation, l'arbitre avait décidé d'augmenter de 20 pour cent le niveau approprié des contre-mesures.

46. De plus, aux yeux du Canada, les conséquences systémiques de la décision de l'arbitre d'ajuster le niveau des contre-mesures posaient trois problèmes. Le premier concernait la nature et l'objet des contre-mesures. En expliquant sa décision de relever leur niveau, l'arbitre avait déclaré que le rôle des contre-mesures, selon l'article 4.10 de l'Accord SMC, était "d'inciter à la mise en conformité". Or, comme l'arbitre l'avait lui-même reconnu, et comme l'avait établi la jurisprudence, notamment l'affaire "CE – bananes", toute mesure de rétorsion au titre des Accords de l'OMC était destinée à inciter à la mise en conformité, qu'elle relève de l'Accord SMC ou, plus généralement, de l'article 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'article 4.10 de l'Accord SMC n'était pas unique à cet égard. Le but final de toute mesure corrective autorisée par cet organe était d'obtenir du Membre qu'il respecte les obligations lui incombant dans le cadre de l'OMC. Il ne se trouvait rien dans l'Accord SMC, dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, ou ailleurs dans l'Accord de Marrakech qui puisse faire penser que l'arbitre pouvait imposer des mesures manifestement punitives en réponse au non-respect. Pourtant, dans l'affaire en cause, l'arbitre semblait suggérer que l'évaluation de la portée de ce qui pouvait être considéré comme des contre-mesures appropriées pourrait comporter le pouvoir discrétionnaire d'ajuster les contre-mesures en fonction de "facteurs aggravants", au nombre desquels il fallait compter le fait que le Canada avait reconnu qu'il respecterait ses engagements. Cette décision était injustifiée, non seulement parce que le refus du Brésil de se mettre en conformité n'avait pas été qualifié de cette manière dans l'affaire "Brésil – aéronefs", mais parce que, par essence, tout arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord, ainsi qu'au titre de l'article 4.10 de l'Accord SMC, ne pouvait avoir lieu que lorsqu'un Membre ne voulait pas se conformer à une décision défavorable de l'ORD. L'arbitre lui-même avait reconnu qu'aux termes de l'article 22:1 du Mémoire d'accord et de l'article 4.10 de l'Accord SMC, la non-mise en conformité était le fait même qui justifiait l'adoption de contre-mesures. Il était donc incompréhensible que le fait de ne pas vouloir se mettre en conformité soit considéré comme "facteur aggravant". De l'avis du Canada, les Membres n'étaient jamais convenus de créer un système de règlement des différends qui impose des sanctions aux Membres. L'accent mis par l'arbitre dans le différend en cause sur les "facteurs aggravants" était le signe qu'il concevait les contre-mesures comme un instrument de punition, mais cette conception n'était corroborée ni par l'Accord SMC, ni par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le deuxième problème était que la décision de l'arbitre avait pour effet pervers d'entraver les efforts de transparence. Si le Canada n'avait pas fait savoir en toute franchise s'il retirerait ou non les

subventions en cause, il était probable que l'arbitre n'aurait pu relever le niveau des contre-mesures et qu'il ne l'aurait pas fait. La décision de l'arbitre avait pour résultat concret qu'aucun Membre n'annoncerait désormais clairement ses intentions concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

47. Enfin, la décision concernant le pourcentage d'augmentation était tout simplement dénuée de fondement. L'arbitre n'avait donné aucune raison justifiant une augmentation de 20 pour cent plutôt que de 10, 15, voire 50 pour cent, et n'avait jamais discuté de ce pourcentage avec les parties. Il avait lui-même reconnu que le niveau de l'ajustement ne pouvait être "estimé avec précision", qu'il n'existait "aucune formule ayant un fondement scientifique" qui pourrait être utilisée pour le calculer, et que le montant qu'il choisissait pouvait être considéré comme symbolique. L'imposition de contre-mesures pouvait avoir des conséquences économiques graves, aussi le Canada contestait-il qu'il soit judicieux d'ajuster des contre-mesures autorisées si le niveau de l'ajustement était déterminé au gré de l'humeur. Tous les Membres devraient s'inquiéter du zèle judiciaire de l'arbitre dans cette affaire. Le Canada encourageait les autres Membres à joindre leurs objections afin d'envoyer un message clair à tous les futurs arbitres qui pourraient être tentés d'outrepasser les obligations que les Membres avaient négociées et qu'ils étaient convenus de respecter. Avant de conclure, le Canada tenait à exprimer son espoir que cette décision mettrait un terme à plusieurs années de litige entre le Canada et le Brésil dans le cadre de l'OMC concernant le financement des ventes d'aéronefs régionaux. Le Canada estimait que ce différend ne pouvait se résoudre qu'à la table de négociation, et il était donc heureux des progrès accomplis dans les négociations. Il se réjouissait d'avance de la réunion des négociateurs qui aurait lieu au début avril.

48. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que, dans cette affaire, l'arbitre avait une nouvelle fois confirmé qu'il était possible de satisfaire au critère particulier de "contre-mesure appropriée" visé à l'article 4 de l'Accord SMC en concevant des contre-mesures qui "incitent à la mise en conformité". Les CE auraient préféré que l'arbitre explique plus précisément comment il était arrivé à la conclusion que le montant de la subvention augmenté de 20 pour cent était un niveau approprié, ou non disproportionné. Il fallait qu'il soit clair que le montant des contre-mesures ne pouvait pas être augmenté par un arbitre de manière à être "punitif". Les déclarations du Canada concernant la non-mise en conformité étaient certes regrettables, mais, de l'avis des CE, les conditions n'exigeaient pas que l'on autorise des contre-mesures contenant un élément punitif. D'un point de vue systémique, les CE s'inquiétaient aussi des conséquences que pouvait avoir la demande d'autorisation du Brésil, qui non seulement visait différentes mesures, mais surtout ne précisait pas sur quels produits des contre-mesures seraient imposées. Le Brésil s'appuyait en revanche sur une liste précédemment notifiée de produits très divers parmi lesquels il lui serait loisible de choisir ultérieurement. Indépendamment du fait qu'une telle approche créait une incertitude considérable pour les opérateurs économiques, elle ne permettait pas un contrôle multilatéral efficace de l'équivalence entre la suspension de concessions et le niveau des contre-mesures autorisées par l'arbitre. Le fait que l'ORD ait autorisé la suspension des concessions au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ne justifiait pas, en fait, que l'on déroge à l'obligation de maintenir l'équivalence entre le niveau de suspension et le niveau d'annulation ou de réduction conformément à l'article 22:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Ainsi, ce que l'ORD ferait éventuellement à la réunion en cours ne pourrait constituer un précédent pour l'interprétation des dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Les CE avaient aussi l'intention de faire préciser cette question dans les négociations en cours sur le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

49. La représentante des États-Unis a déclaré que l'analyse de l'arbitre dans ce différend posait plusieurs problèmes à son pays. Par-dessus tout, l'arbitre avait fait erreur en se fondant sur l'approche retenue par l'arbitre FSC concernant le sens de l'expression "contre-mesures appropriées". Cette approche ne tenait aucun compte de l'historique de négociation, qui indiquait clairement que le niveau devait être proportionné aux effets commerciaux de la mesure. En fait, l'arbitre FSC avait refusé ne

serait-ce que de reconnaître l'existence de cet historique de négociation, ou de répondre aux arguments qui s'y rapportaient. Dans les deux différends, les arbitres avaient dissocié le niveau des contre-mesures des effets commerciaux, produisant une méthode de calcul de ces contre-mesures essentiellement arbitraire. Il aurait été approprié de recourir à l'historique de négociation pour voir s'il confirmait le sens que les arbitres avaient déduit du texte. En outre, les États-Unis partageaient plusieurs des préoccupations exprimées par le Canada concernant la décision arbitrale d'accroître le montant du niveau approprié des contre-mesures d'une manière qui était, pour l'essentiel, arbitraire et punitive. L'arbitre avait fait remarquer qu'il ne serait pas correct d'ajuster le niveau des contre-mesures pour la simple raison du non-respect par le Canada, mais c'était justement, semblait-il, ce qu'il avait fait. En justifiant cette approche, l'arbitre avait fait référence au principe général du droit international, *pacta sunt servanda*, et à la Convention de Vienne. Toutefois, ses commentaires étaient hors de propos. Il paraissait suggérer que ce principe s'appliquait dans les différends portés devant l'OMC en raison de l'absence de dispositions spéciales dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends ou l'Accord SMC, qui, autrement, prévaudraient. C'était ignorer que, sur un plan plus fondamental, le système de règlement des différends était destiné, comme l'énonçait l'article 3:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, à préserver les droits et obligations résultant pour les Membres des accords visés et à clarifier les dispositions existantes de ces accords. Les "principes généraux du droit international" n'étaient pas cités dans la liste des accords visés figurant à l'Appendice 1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et il n'appartenait pas à un organe de décision de l'OMC de les appliquer. À propos de la critique des CE disant que le Brésil aurait dû soumettre une liste révisée des mesures de rétorsion après la décision arbitrale, les États-Unis faisaient observer que le Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'imposait pas de présenter une telle liste.

50. Le représentant du Brésil a dit que son pays n'avait nullement l'intention d'user de ses droits d'une manière qui excède le niveau autorisé par l'arbitre ou qui serait autrement contraire aux règles existantes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

51. L'ORD a pris note des déclarations et, conformément à la demande présentée par le Brésil en application de l'article 22:7 du Mémoire d'accord et de l'article 4.10 de l'Accord SMC et reproduite dans le document WT/DS222/10, est convenu d'accorder l'autorisation de suspendre l'application à l'égard du Canada de concessions tarifaires ou autres obligations, conformément à la décision arbitrale figurant dans le document WT/DS222/ARB.

5. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignation proposée (WT/DSB/W/223)

52. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DSB/W/223 contenant un nom qu'il était proposé d'ajouter sur la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a proposé que l'ORD approuve le nom figurant dans ce document.

53. L'ORD en est ainsi convenu.

54. Le Président a dit que, dans le cadre de ce point, il souhaitait informer les délégations qu'une nouvelle liste indicative mise à jour des personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux avait récemment été distribuée par le Secrétariat sous la cote WT/DSB/33, conformément à la prescription voulant que cette liste soit mise à jour tous les deux ans. Après la diffusion de cette liste, les nouveaux noms approuvés par l'ORD conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends seraient communiqués régulièrement sous forme d'addendums à la liste.

55. L'ORD a pris note de la déclaration.

6. États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée

a) Déclaration des États-Unis

56. La représentante des États-Unis, prenant la parole dans le cadre des "Autres questions", a dit que son pays avait le plaisir d'informer l'ORD que, comme le stipulait la notification du 31 juillet 2002 (WT/DS202/18), il avait été mis fin aux mesures américaines de sauvegarde concernant les tubes et tuyaux en provenance de Corée le 1^{er} mars 2003.

57. Le représentant de la Corée a dit que son pays accueillait avec satisfaction la déclaration des États-Unis et appréciait le fait que les États-Unis se mettent en conformité en mettant fin aux mesures de sauvegarde concernant les tubes et tuyaux en provenance de Corée à la date du 1^{er} mars 2003, selon ce qui avait été convenu entre les deux parties.

58. L'ORD a pris note des déclarations.
